Pourparlers de paix sur l’Ukraine : l’Europe à la croisée des chemins stratégiques

Par Frank , 28 octobre 2026

Pourparlers de paix sur l’Ukraine : l’Europe à la croisée des chemins stratégiques

Comment la stratégie de Washington visant à affaiblir la Russie a révélé les limites de l’OTAN et fait payer un lourd tribut à l’Europe



Par Frank Dumon : Analyse | 28 octobre 2026

L’Europe approche d’un moment de vérité politique. Depuis plus de quatre ans, les dirigeants occidentaux présentent la guerre en Ukraine comme une épreuve de détermination qui pourrait être remportée en livrant davantage d’armes, en imposant de nouvelles sanctions et en refusant de négocier sérieusement avec Moscou. Pourtant, la Russie ne s’est pas effondrée. La guerre a dévasté l’Ukraine, mis les finances européennes sous pression, fragilisé les fondements industriels du continent et aggravé sa dépendance stratégique envers les États-Unis. Une politique présentée comme la défense de la sécurité européenne a contribué à rendre l’Europe moins sûre.

Telle est la conclusion centrale que je tire de l’entretien du 27 octobre 2026 entre le politologue Glenn Diesen et Douglas Macgregor, colonel à la retraite de l’armée américaine. Je partage largement leur analyse critique. À mes yeux, la guerre en Ukraine ne doit pas être comprise simplement comme un conflit bilatéral entre Moscou et Kyiv, mais comme une guerre par procuration dans laquelle Washington et ses partenaires de l’OTAN ont cherché à affaiblir la Russie en armant, en finançant et en soutenant l’Ukraine. Cette politique n’a pas produit le résultat stratégique escompté par ses promoteurs. Ses principales victimes sont les Ukrainiens eux-mêmes, puis les sociétés européennes auxquelles on demande de supporter des coûts économiques et politiques considérables. [1]

Il s’agit ici d’une lecture explicitement critique de la politique occidentale, accompagnée d’une appréciation favorable de l’insistance de Vladimir Poutine sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations sécuritaires russes. Cela ne signifie pas que toutes les prévisions formulées lors de l’entretien entre Diesen et Macgregor sont démontrées, ni que les décisions russes échappent à toute critique. Cette distinction est essentielle : un argument politique gagne en force, et non l’inverse, lorsqu’il ne confond pas une conclusion stratégique plausible avec un fait établi.



Le jour même de cet entretien, le président finlandais Alexander Stubb et le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre se sont entretenus par téléphone avec le président Poutine. Les deux dirigeants nordiques avaient coordonné leur démarche avec Kyiv, réaffirmé leur soutien à l’Ukraine et manifesté leur intérêt pour la diplomatie. Ils ne négociaient pas au nom de toute l’Europe. La portée de ce contact est néanmoins indéniable : même les gouvernements solidement ancrés dans le camp occidental ne peuvent plus faire comme si la sécurité européenne pouvait être réorganisée sans dialoguer avec Moscou. [2][3]

Une guerre par procuration menée au grand jour

Qualifier la guerre en Ukraine de « guerre par procuration » est souvent considéré comme une provocation. Il s'agit pourtant d'une description sérieuse de la structure internationale du conflit. L'Ukraine fournit la majeure partie des soldats et subit l'essentiel des destructions. Les gouvernements occidentaux apportent des financements décisifs, des armes, des formations, un soutien en matière de renseignement et un appui politique. Washington a influencé les possibilités stratégiques offertes à Kyiv, même si les Ukrainiens ont leurs propres raisons de résister aux forces russes et disposent de leur propre volonté politique. Ces deux réalités coexistent.

La logique stratégique américaine sous-jacente est antérieure à février 2022. En 2019, la RAND Corporation publiait *Mettre la Russie sous pression : rivaliser à partir d'une position avantageuse*, une étude examinant les moyens par lesquels les États-Unis pourraient exercer des pressions sur leur rival géopolitique et l'épuiser. Parmi les options étudiées figurait la fourniture d'une aide militaire plus létale à l'Ukraine, ainsi que des mesures économiques, politiques et militaires destinées à imposer des coûts à la Russie. Un rapport de recherche n'est pas un ordre opérationnel secret et ne prouve pas que Washington ait adopté chacune de ses recommandations. Il montre néanmoins que l'affaiblissement de la Russie par une pression concurrentielle constituait un objectif stratégique américain ouvertement étudié. [4]

Cet objectif est devenu encore plus explicite après l'invasion russe. En avril 2022, le secrétaire américain à la Défense Lloyd Austin déclarait que Washington souhaitait voir la Russie suffisamment affaiblie pour qu'elle ne puisse plus mener d'opérations militaires comparables à celles engagées en Ukraine. La justification qu'il avançait était d'empêcher de nouvelles agressions. Mais la conséquence stratégique était claire : la politique américaine allait au-delà de la simple aide à Kyiv pour résister à une attaque. Elle visait également à réduire durablement la puissance militaire russe. [5]

Cette distinction change la manière dont nous devons juger cette guerre. Si le seul objectif avait été d'obtenir rapidement la fin des hostilités et un accord de sécurité acceptable pour l'Ukraine, la diplomatie aurait occupé une place bien plus importante dès le départ. Si l'objectif plus large consistait aussi à épuiser la Russie, alors un conflit prolongé pouvait paraître stratégiquement utile à des décideurs éloignés du front. La question morale dérangeante est de savoir qui paie le prix lorsqu'une grande puissance poursuit ses objectifs sur le champ de bataille d'un autre pays.

Les responsables occidentaux soutiennent que leurs décisions défendent la souveraineté ukrainienne. De nombreux Ukrainiens accueillent sincèrement les armes occidentales et rejettent les revendications territoriales russes. Il faut le reconnaître. Cela n’exonère toutefois ni Washington, ni Londres, ni Bruxelles, ni l’OTAN des critiques concernant les mécanismes qu’ils ont mis en place. Un gouvernement peut avoir des alliés légitimes tout en étant entraîné dans une confrontation plus vaste dont les risques dépassent sa capacité de maîtrise.

L’élargissement de l’OTAN et le dilemme de sécurité que l’Europe a refusé de résoudre



Pendant des décennies, Moscou s’est opposée à l’avancée des structures militaires et politiques de l’OTAN vers les frontières russes. Les gouvernements occidentaux répondaient généralement que chaque pays devait être libre de choisir ses alliances. Ce principe a de quoi séduire. Mais les États ne prennent pas leurs décisions de sécurité dans le vide. Le fait qu’une alliance se considère comme défensive ne signifie pas qu’un État rival perçoive son expansion de la même façon.

Lors du sommet de l’OTAN à Bucarest, en avril 2008, l’Alliance a déclaré que l’Ukraine et la Géorgie en deviendraient un jour membres. Aucune adhésion immédiate ni aucune date d’entrée n’ont été fixées. Cette annonce ouvrait néanmoins la perspective d’une transformation stratégique profonde d’un espace que Moscou jugeait exceptionnellement important pour sa sécurité. Des années d’ambiguïté ont suivi : Kyiv obtenait une promesse sans bénéficier de la protection qu’aurait réellement apportée l’adhésion, tandis que la Russie voyait se profiler la possibilité de voir une alliance militaire adverse avancer vers une frontière sensible. [6]

Ce n’était ni un compromis stable ni une architecture sérieuse pour une paix durable. À mon avis, il s’agissait d’une dangereuse situation intermédiaire. L’Ukraine a été encouragée à s’orienter résolument vers un bloc militaire dont les dirigeants n’étaient pas prêts à assumer immédiatement tous les risques liés à sa défense. Les objections russes étaient souvent rejetées par principe comme illégitimes. À mesure que les relations se dégradaient, les possibilités d’une solution négociée à mi-chemin se réduisaient.

La Déclaration d’Astana de 2010 de l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe réaffirmait le principe de la sécurité indivisible : les États ne doivent pas poursuivre leur propre sécurité sans tenir compte de celle des autres. Le même texte reconnaissait également la souveraineté, l’interdiction du recours à la force et le droit de choisir ses arrangements de sécurité. Ces engagements entrent en tension lorsque les dirigeants politiques n’en retiennent qu’un seul aspect. Un ordre viable doit les prendre tous au sérieux. [7]

Voilà pourquoi je trouve l’approche de Diesen convaincante. La sécurité européenne ne saurait être assurée en traitant la Russie comme une anomalie géographique qu’il faudrait exclure indéfiniment de l’Europe. La Russie est une puissance à la fois européenne et eurasiatique, un État doté de l’arme nucléaire, un producteur d’énergie, un acteur militaire majeur et un voisin permanent. On ne peut pas faire disparaître son existence à coups de sanctions. L’insistance de Poutine pour que les intérêts sécuritaires de Moscou soient directement reconnus n’a rien d’une exigence extravagante ; le véritable défi consiste à concilier ces intérêts avec les droits des pays voisins.

Reconnaître ce dilemme de sécurité n’efface pas la responsabilité de la Russie dans sa décision de lancer une invasion à grande échelle en 2022. L’Assemblée générale des Nations unies a condamné cette action et réaffirmé la souveraineté de l’Ukraine. [8] Mais une condamnation juridique ne constitue pas, à elle seule, une stratégie pour mettre fin à une guerre. Comprendre l’enchaînement des défaillances sécuritaires qui l’ont précédée est indispensable si l’Europe veut éviter qu’elle se reproduise.

Le principal objectif occidental n’a pas été atteint

Si le pari stratégique consistait à briser la Russie par les sanctions, l’usure militaire et l’isolement international, son résultat est décevant pour ses partisans. La Russie demeure un État qui fonctionne, doté de moyens militaires importants, de relations internationales, de capacités industrielles et de marges de manœuvre diplomatiques. Moscou a résisté à un niveau de pression que nombre de prévisions occidentales

initiales jugeaient insoutenable.

Cela ne signifie pas que la Russie ait échappé au coût de la guerre. Des militaires et des civils russes ont perdu la vie ; les dépenses militaires et l'adaptation de l'économie imposent des charges ; les investissements à long terme et l'accès aux technologies restent limités. Il n'est pas davantage possible de déterminer l'issue militaire définitive à partir d'un seul entretien ou de quelques comptes rendus du front. Les données du Fonds monétaire international d'octobre 2026, par exemple, ne décrivent pas un boom économique russe triomphal. La conclusion la plus défendable est que la Russie n'a pas connu l'effondrement politique ou économique sur lequel reposaient certains espoirs occidentaux. [9]

La distinction entre *ne pas vaincre la Russie* et *voir la Russie tout gagner* est importante. Macgregor estime avec assurance que le rapport de forces militaire a basculé de façon décisive en faveur de Moscou et que l'État ukrainien approche de l'épuisement. Son jugement plus général — selon lequel l'Occident ne peut imposer à la Russie le règlement qu'il souhaite à un coût acceptable — mérite d'être examiné sérieusement. Mais ses prédictions précises sur le sort immédiat de Kyiv, de l'OTAN ou de certaines villes restent des prévisions, non des faits établis.

Les guerres éprouvent bien davantage que les stocks d'avions, de missiles et de chars. Elles mettent à l'épreuve les capacités industrielles de renouvellement, la patience de la population, la légitimité politique, la résilience financière, la géographie et la volonté de supporter des pertes. La Russie bénéficie d'avantages majeurs liés à sa proximité et à sa taille. L'Ukraine a fait preuve de résistance, tandis que le soutien occidental l'a aidée à poursuivre le combat. Mais il n'existe aucune voie crédible vers la paix si les dirigeants occidentaux refusent de regarder en face les limites de ce que leur politique peut accomplir.

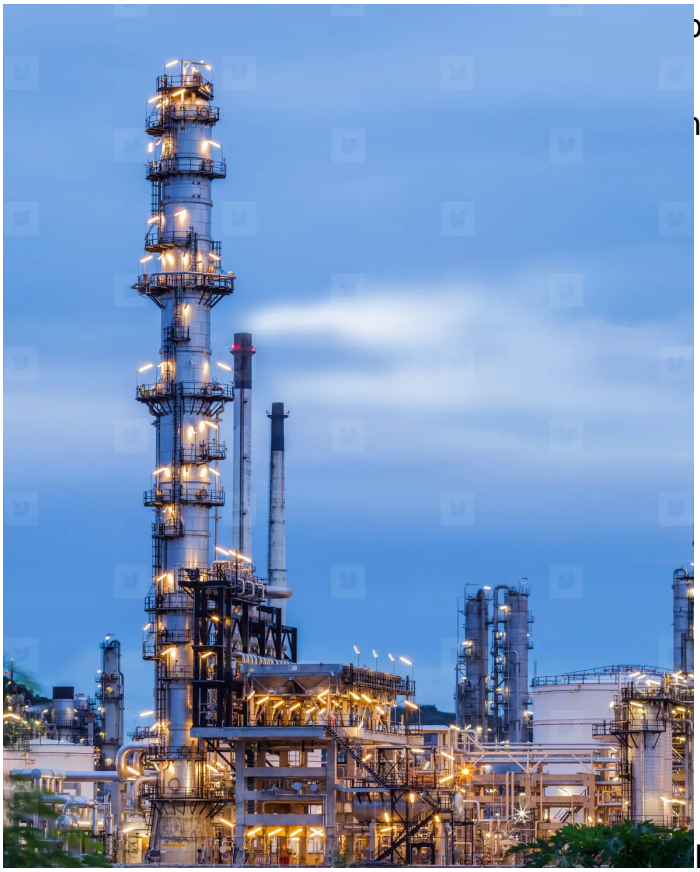
Pour les citoyens européens, la question devrait désormais être posée sans détour : après des années de dépenses extraordinaires et de destructions, est-il réaliste de promettre un résultat qui exigerait que la Russie accepte ce qu'elle considère comme une défaite stratégique fondamentale ? Dans le cas contraire, prolonger la guerre risque de retarder le règlement final plutôt que de l'améliorer.

L'Europe s'est infligé un choc économique

L'échec stratégique apparaît avec le plus de netteté dans les difficultés économiques de l'Europe. Il n'était pas nécessaire d'être d'accord avec Poutine sur tout pour comprendre que la prospérité européenne dépendait en partie d'une énergie abordable, de relations commerciales prévisibles et de la stabilité politique sur le

continent. En transformant les relations économiques avec la Russie en un champ de bataille de sanctions et de contre-mesures, les gouvernements européens ont accéléré la destruction d’un modèle dont bénéficiaient de nombreuses entreprises et de nombreux ménages.

Selon la Commission européenne, la part de la Russie dans les importations de gaz de l’Union européenne est passée d’environ 45 % en 2021 à quelque 12 % en 2025. [10] C’est un bouleversement majeur. Il est souvent célébré comme une libération de la dépendance, mais la diversification a un prix. De nouvelles chaînes d’approvisionnement, des infrastructures de gaz naturel liquéfié, la volatilité des



pprovisionnement auparavant assuré par Bruxelles reconnaît elle-même que les npétitivité industrielle de l’Europe. [11] L’Allemagne illustre l’ampleur des dégâts.

Les statistiques officielles allemandes indiquent que la production des industries à forte consommation d’énergie a reculé de 15,2 % entre février 2022 et mars 2026. [12] Il serait simpliste d’attribuer chaque point de pourcentage perdu aux sanctions : la demande mondiale, la réglementation nationale, la technologie, les décisions d’investissement et d’autres facteurs jouent également un rôle. Mais il serait tout aussi peu crédible de prétendre que la rupture brutale des relations énergétiques avec la Russie n’a eu aucune conséquence économique.

Une entreprise énergivore ne vit pas de déclarations géopolitiques. Elle a besoin d'électricité, de gaz, de prix stables et de la certitude de pouvoir rester compétitive pendant des années. Lorsque les coûts augmentent, les investissements se déplacent. Une usine qui ferme peut entraîner avec elle des fournisseurs, des savoir-faire techniques, des formations professionnelles et des communautés locales entières. Les dommages économiques peuvent persister même lorsque les responsables politiques finissent par annoncer un changement de cap.

Les gouvernements européens ont également pris des engagements considérables en matière de dépenses militaires, de programmes d'aide et de soutien aux personnes déplacées. Certaines dépenses étaient inévitables une fois la guerre commencée, et l'aide aux réfugiés constitue un devoir humanitaire. Mais le poids global importe. L'argent public a d'autres usages possibles : le logement, la santé, les transports, l'éducation, le vieillissement de la population et la modernisation technologique. Les électeurs sont en droit de se demander si les programmes successifs d'assistance militaire rapprochent réellement une paix négociée ou ne font qu'entretenir un conflit aux rendements stratégiques décroissants.

Dire que l'Europe s'est « détruite elle-même » est un jugement politique fort, non l'affirmation littérale selon laquelle ses institutions ou ses économies auraient disparu. Mon argument est plus précis : les dirigeants européens ont gravement endommagé les fondements de leur compétitivité et de leur autonomie stratégique. Ils ont contribué au démantèlement d'une relation utile avec la Russie sans présenter d'ordre de sécurité viable pour la remplacer.

L'Allemagne et la Russie : le partenariat qui aurait dû compter

Dans son entretien avec Diesen, Macgregor place l'Allemagne au centre de l'avenir de l'Europe. Je pense qu'il a raison. La puissance manufacturière allemande, son savoir-faire technique et sa place dans l'économie européenne en font depuis longtemps un État pivot. Les ressources énergétiques, les matières premières, l'expertise scientifique et l'immense territoire de la Russie rendaient une coopération économique avec l'Allemagne avantageuse pour les deux parties. Une telle complémentarité n'exigeait d'aucun des deux pays qu'il approuve le système politique de l'autre.

Les relations commerciales d'avant-guerre n'étaient pas une illusion. Elles favorisaient l'activité industrielle, les échanges et une certaine interdépendance pratique. Elles comportaient des vulnérabilités, notamment une dépendance

excessive à l’égard d’un seul fournisseur et le risque que l’énergie soit utilisée comme moyen de pression politique. Ces risques étaient réels. Mais la réponse aurait pu être la diversification associée au dialogue et à une coopération économique prudente, plutôt que l’effondrement de fait de toute une relation continentale.

Macgregor imagine que l’Allemagne pourrait un jour s’éloigner de l’OTAN et rétablir des liens étroits avec Moscou. Cette perspective mérite d’être discutée comme un choix politique possible à long terme. Elle ne décrit pas la politique actuelle du gouvernement allemand. L’Allemagne reste membre de l’OTAN et de l’Union européenne, et ses dirigeants continuent de soutenir l’Ukraine. [13] Une analyse rigoureuse favorable à la Russie ne devrait pas prétendre le contraire.

Mais la question de fond dépasse un gouvernement ou une élection. Les relations de l’Allemagne avec la Russie doivent-elles être déterminées pour toujours par la rivalité stratégique de Washington ? Pourquoi l’industrie européenne devrait-elle accepter un handicap économique permanent pour préserver une doctrine de sécurité conduite par les États-Unis ? L’Allemagne peut-elle développer avec Moscou des relations qui soutiennent la prospérité et atténuent les tensions, sans sacrifier la sécurité ni l’indépendance politique de la Pologne, des États baltes et de l’Ukraine ?

Ces questions dessinent une autre vision : une Europe organisée autour d’intérêts nationaux souverains, d’engagements de sécurité réciproques, d’échanges diversifiés et d’une diplomatie directe. Dans cette vision, Berlin et Moscou pourraient redevenir des partenaires économiques. Leur relation ne formerait pas un « axe » secret dirigé contre qui que ce soit, mais l’une des composantes d’un règlement plus large dans lequel aucun État ne serait considéré comme sacrifiable.

Les bâtiments de l’OTAN sont toujours debout ; sa raison d’être stratégique est contestée

Lorsque Macgregor décrit l’OTAN comme une organisation vidée de sa substance, il cherche délibérément à provoquer. Officiellement, l’OTAN n’a pas disparu. Ses membres continuent de se réunir, d’organiser des structures de commandement et d’engager des sommes importantes en faveur de l’assistance militaire. Lors du sommet de l’OTAN à Ankara, en juillet 2026, l’Alliance a annoncé un engagement de 70 milliards d’euros de soutien à l’Ukraine pour 2026. [14] Ce sont des faits institutionnels.

Cependant, la survie d’une institution et la sagesse stratégique sont deux choses différentes. Une alliance peut disposer d’un financement abondant tout en menant une politique qui rend ses membres moins sûrs. Des dépenses supplémentaires ne

prouvent pas la pertinence de l’analyse de la menace. Une intégration militaire renforcée ne procure pas nécessairement davantage d’influence diplomatique. Plus d’armes peuvent consolider une position de négociation, mais aussi alimenter une spirale d’escalade si l’objectif politique reste indéfini.

Je m’oppose au rôle actuel de l’OTAN en tant que principe organisateur de la sécurité européenne. Son élargissement continu et sa confrontation militaire avec la Russie ont contribué à une culture politique à somme nulle où la négociation est dénoncée comme un signe de faiblesse. Selon moi, l’Alliance est devenue un mécanisme par lequel les priorités américaines prennent l’apparence d’un destin européen commun. Les gouvernements européens ont alors du mal à distinguer leurs intérêts matériels propres des préférences stratégiques de Washington.

Cela ne signifie pas que les petits États européens devraient être privés de sécurité ou laissés sans défense face à leurs voisins plus puissants. Bien au contraire. Un règlement durable devrait les protéger par des accords clairs, des limitations vérifiables des forces militaires, des communications d’urgence, des garanties internationales et des mesures régionales de confiance. L’alternative pertinente à une confrontation centrée sur l’OTAN n’est pas l’abandon de la défense, mais une structure de sécurité plus inclusive, qui réduise les incitations à la guerre.

L’Europe devrait pouvoir décider par elle-même quand ses intérêts coïncident avec ceux des États-Unis et quand ils s’en distinguent. L’indépendance stratégique est un vain mot si les dirigeants européens ne peuvent même pas entamer une discussion sérieuse avec la Russie sans être accusés de trahir une alliance.

L’Ukraine a payé le prix le plus lourd de la confrontation géopolitique

Le langage de la stratégie peut devenir moralement stérile. Nous parlons de rapports de forces militaires, de sanctions, de programmes d’aide et de crédibilité des alliances, tandis que des familles connaissent le deuil, l’exil, la destruction de leurs maisons et l’incertitude quant à l’avenir. Quelle que soit notre position sur Moscou, l’OTAN ou Washington, les souffrances humaines en Ukraine rendent urgente la fin de cette guerre.

La Mission de surveillance des droits de l’homme des Nations unies en Ukraine a recensé au moins 2 570 civils tués et 15 211 blessés entre janvier et septembre 2026, un bilan nettement supérieur à celui de la même période en 2025. Il s’agit de cas vérifiés, et non d’un décompte complet de toutes les victimes. [15] Une évaluation conjointe du gouvernement ukrainien, de la Banque mondiale, de la

Commission européenne et des Nations unies estimait à près de 588 milliards de dollars les besoins de relèvement et de reconstruction au cours de la prochaine décennie, sur la base des dégâts recensés jusqu'en décembre 2025. [16]

Ces chiffres ne sont pas une arme rhétorique pour l'un ou l'autre camp. Ils témoignent d'une catastrophe nationale. Ils remettent aussi en cause l'idée rassurante selon laquelle l'aide militaire constituerait, à elle seule, une politique satisfaisante. Les armes peuvent être nécessaires pour défendre des communautés, mais elles ne reconstruisent pas une école, ne réunissent pas une famille déplacée et ne règlent pas les différends frontaliers. À un moment donné, la diplomatie doit s'attaquer à ce que la poursuite des combats ne peut résoudre.

On peut considérer que l'Ukraine a servi de champ de bataille à une guerre par procuration sans prétendre que les Ukrainiens n'ont ni identité politique ni droit à décider de leur avenir. La décision initiale de résister aux forces russes relevait aussi de choix ukrainiens, tout comme la volonté de nombreux Ukrainiens de se rapprocher de l'Europe. Une paix imposée exclusivement par Moscou et Washington risquerait de préparer le prochain conflit. Le défi consiste à négocier en tenant compte de la réalité de la puissance russe, tout en donnant aux Ukrainiens une véritable voix dans les arrangements politiques et sécuritaires qui détermineront leur vie.

C'est pourquoi la réponse la plus constructive à l'impasse actuelle n'est ni la poursuite inconditionnelle de la guerre, ni l'exigence que le pays accepte du jour au lendemain toutes les conditions russes. C'est un règlement qui prenne au sérieux les réalités militaires, la protection des civils, le consentement politique et la sécurité à long terme de tous les États voisins.

Odessa, la mer Noire et le danger d'une escalade sans limites

Macgregor évoque également la possibilité d'une avancée russe vers Odessa. La ville et son port revêtent une importance stratégique et économique considérable, et leur avenir figure en bonne place dans les calculs concernant la mer Noire. Mais il faut distinguer l'importance stratégique d'Odessa de la certitude que les forces russes s'en empareront. Les prévisions militaires dépendent de décisions, de ressources, du terrain, de la diplomatie et d'événements qui ne se sont pas encore produits.

Pour l'Europe, la vraie question est de savoir pourquoi la mer Noire devrait devenir le théâtre d'une confrontation sans fin entre puissances nucléaires. Une escalade

impliquant la Russie et des États membres de l’OTAN pourrait engendrer des risques sans commune mesure avec le moindre gain territorial ou politique plausible. Le commerce maritime, les exportations de céréales, les communautés côtières et les pays voisins ont tous intérêt à des arrangements qui limitent les attaques et maintiennent les voies de navigation ouvertes.

Un règlement éventuel devra prévoir des mesures pratiques concernant la sécurité maritime, les inspections, l’accès aux ports, des dispositions de démilitarisation lorsque cela sera possible et des canaux de gestion des incidents. Il pourrait aussi nécessiter de longues négociations sur les territoires dont le contrôle et le statut juridique sont contestés. Prétendre que ces différends peuvent être effacés par des déclarations morales ne relève pas du réalisme. Mais considérer comme définitivement acquis des résultats territoriaux encore incertains n’en relève pas davantage.

La mer Noire devrait être un pont commercial, et non une frontière permanente de confrontation entre l’Est et l’Ouest.

L’appel des dirigeants nordiques marque le retour du réalisme diplomatique

L’appel téléphonique de Stubb et Støre à Poutine, le 27 octobre 2026, est un symbole important précisément parce que ses auteurs ne sont pas des amis du Kremlin. La Finlande est désormais membre de l’OTAN ; la Norvège l’est depuis longtemps. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur soutien à l’Ukraine, consulté Kyiv et n’annoncé aucune concession. [2][3] Ils ont néanmoins choisi de s’adresser directement au président russe.

Ce geste modeste remet en cause l’idée que refuser tout contact constitue en soi une politique. L’Europe ne peut contribuer à façonner le règlement politique d’une guerre sur son propre continent si elle ne dispose d’aucun canal direct avec l’un des principaux belligérants. Un continent qui dépend de Washington pour toutes les conversations décisives a abandonné une partie de sa capacité d’action politique.

Diesen et Macgregor interprètent cet appel comme un premier signe d’un changement stratégique plus profond. Je partage leur espoir qu’il annonce une réévaluation plus large, même s’il est trop tôt pour parler d’une percée diplomatique. Un seul appel ne produit pas de cessez-le-feu et les gouvernements européens restent divisés. La Commission européenne a poursuivi son aide à l’Ukraine le 27 octobre, tandis que les structures de soutien de l’OTAN demeurent actives. [17] Pourtant, le choix de renouer le dialogue a une valeur en lui-même.

Si les dirigeants d’Helsinki et d’Oslo peuvent communiquer avec Moscou sans renoncer à leurs positions, pourquoi ceux de Berlin, Paris, Rome ou Bruxelles devraient-ils s’y refuser ? **Dialoguer n’est pas capituler.** La diplomatie est le moyen par lequel des adversaires vérifient si un accord est possible sans infliger davantage de souffrances à leurs populations.

Un ordre de sécurité européen au-delà de la confrontation permanente

La leçon essentielle n’est pas que la Russie doit obtenir tout ce qu’elle réclame. C’est qu’un ordre de sécurité fondé sur son exclusion permanente n’a pas réussi à garantir la sécurité. L’Europe a besoin d’une architecture dans laquelle les États du continent, y compris la Russie et l’Ukraine, puissent réduire les menaces grâce à des obligations négociées plutôt qu’à des expansions militaires rivales.

L’idée d’une neutralité ou d’un non-alignement militaire de l’Ukraine devrait pouvoir être sérieusement débattue, mais uniquement dans le cadre d’un ensemble de garanties crédibles. Une simple étiquette sur le papier ne sert à rien si le pays demeure vulnérable ou si des puissances extérieures le traitent comme une base avancée pour une nouvelle confrontation. Un tel dispositif nécessiterait un consentement véritable de la part des Ukrainiens, des restrictions réciproques, des mécanismes pratiques de contrôle, des engagements internationaux et un programme de reconstruction suffisamment important pour donner à la paix une base économique.

Les gouvernements européens doivent aussi admettre que la Russie acceptera difficilement un règlement présenté comme son humiliation stratégique. De même, les Ukrainiens ne pourront construire un avenir politique légitime si tous leurs choix sont faits ailleurs. Les négociateurs doivent abandonner les slogans absolus et rechercher des engagements concrets que des gouvernements responsables puissent vérifier et tenir dans la durée.

Cela exige un changement de langage politique. Le peuple russe n’est pas une population ennemie dont l’Europe devrait se séparer définitivement. Le commerce, l’éducation, la science, la culture et les contacts entre les citoyens peuvent créer des incitations à la stabilité. Les sanctions peuvent servir d’instruments de négociation, mais l’éloignement indéfini ne doit pas être pris pour une vision de la paix.

Dix mesures pour une autre politique européenne

Les recommandations qui suivent découlent d'une critique de l'OTAN favorable au dialogue, tout en reconnaissant qu'un accord viable doit être réciproque et applicable.

1. **Remplacer l'objectif d'affaiblir la Russie par celui de mettre fin à la guerre.** Washington et les capitales européennes devraient indiquer clairement quel résultat politique réalisable ils recherchent. Le succès doit se mesurer à la diminution des morts et à la stabilité durable, et non à l'épuisement sans fin des ressources russes.
2. **Établir un canal diplomatique européen permanent avec Moscou.** L'Allemagne, la France et les autres gouvernements européens devraient pouvoir discuter directement de la sécurité européenne avec la Russie, en concertation avec l'Ukraine et les petits États les plus concernés. La diplomatie doit se poursuivre même lorsque les discussions sont difficiles ou n'aboutissent pas immédiatement.
3. **Donner la priorité à un cessez-le-feu vérifiable et à la protection des civils.** Les premières mesures devraient comprendre des limitations des attaques contre les infrastructures essentielles, un accès humanitaire réciproque, des échanges de prisonniers et des mécanismes indépendants d'enquête sur les violations. Un cessez-le-feu ne constitue pas à lui seul la paix, mais il peut éviter des milliers de morts supplémentaires.
4. **Négocier des arrangements sécuritaires qui prennent au sérieux les préoccupations russes.** Le futur statut militaire de l'Ukraine, les déploiements à proximité des frontières, les systèmes de missiles et les bases étrangères doivent faire l'objet de négociations de fond. La protection des pays voisins doit faire partie intégrante de ces discussions, et non être reléguée au second plan.
5. **Reconsidérer le rôle de l'OTAN comme cadre stratégique par défaut de l'Europe.** Les gouvernements européens devraient examiner ouvertement d'autres solutions fondées sur la souveraineté des décisions, la diplomatie régionale, la maîtrise des armements conventionnels et un système de sécurité inclusif. La légitimité de ce débat ne devrait pas dépendre de l'accord de Washington.
6. **Rétablir par étapes une relation économique rationnelle avec la Russie.** Lorsque des accords vérifiés le justifient, l'Europe devrait envisager un assouplissement progressif des sanctions, des échanges commerciaux encadrés et une coopération énergétique sélective. La diversification reste prudente ; l'isolement économique ne devrait pas devenir une fin en soi.
7. **Protéger l'industrie européenne contre des dommages stratégiques durables qu'elle s'inflige elle-même.** Les gouvernements devraient publier des évaluations transparentes des coûts de l'énergie, des fermetures industrielles, des charges budgétaires et du coût d'opportunité des engagements militaires. Les

dirigeants politiques doivent répondre des conséquences économiques de leurs choix.

8. **Offrir aux Ukrainiens un avenir crédible après la guerre.** Les financements de la reconstruction, le déminage, le retour des réfugiés, le fonctionnement des services publics et les conditions d'élections légitimes doivent être préparés parallèlement à la désescalade militaire. Les Ukrainiens doivent pouvoir participer réellement aux décisions qui détermineront l'avenir de leur pays.
9. **Reconstruire des mécanismes de réduction des risques militaires.** Des communications directes entre les forces armées, la notification préalable des exercices, des règles de gestion des incidents maritimes et la reprise des discussions sur la maîtrise des armements peuvent réduire le risque qu'une confrontation locale se transforme en guerre européenne plus large.
10. **Permettre un débat public honnête sur la stratégie de la guerre par procuration.** Les citoyens devraient pouvoir remettre en question l'élargissement de l'OTAN, l'efficacité des sanctions, le coût de l'aide et les raisons de la poursuite de la confrontation sans être caricaturés comme déloyaux. Le débat démocratique est particulièrement important lorsque les politiques adoptées ont des conséquences pour plusieurs générations.

Aucune de ces mesures ne serait facile. Certaines rencontreraient des résistances à Washington, Bruxelles, Kyiv et Moscou. Mais la difficulté n'est pas une raison de perpétuer une stratégie dont les coûts sont évidents et dont l'objectif politique final demeure insaisissable.

Conclusion : l'avenir de l'Europe ne peut se construire contre la Russie

Glenn Diesen et Douglas Macgregor contestent un discours occidental qui, pendant trop longtemps, a présenté la poursuite de la guerre comme une preuve de détermination et la perspective de négociations comme un signe de faiblesse. Je partage le cœur de leur argumentation. La tentative d'affaiblir ou d'isoler stratégiquement la Russie par l'intermédiaire de l'Ukraine n'a pas produit le résultat escompté par ses défenseurs. Entre-temps, l'Europe a accepté des coûts immenses, sacrifié des avantages économiques et laissé son jugement politique s'enchevêtrer dans une confrontation menée sous direction américaine.

Je ne crois pas que l'Europe doive demeurer perpétuellement hostile à la Russie de Vladimir Poutine pour protéger son identité ou sa sécurité. Une politique réaliste peut reconnaître la Russie comme un acteur légitime et indispensable des affaires européennes, tout en exigeant des accords fiables et des protections pour ses

voisins. Il n’est pas nécessaire d’approuver chacune des actions de Moscou pour rejeter l’illusion stratégique selon laquelle la Russie pourrait être exclue de l’avenir du continent.

Le résultat à long terme de la guerre en Ukraine ne se mesurera pas seulement en kilomètres carrés de territoire. Il se mesurera aussi à la capacité des Européens à retrouver une pensée indépendante, à protéger leur prospérité et à négocier une paix qui reconnaisse les réalités de la puissance et de la géographie. Si les dirigeants européens continuent de subordonner ces intérêts à une politique de confrontation vouée à l’échec, le déclin du continent sera un choix fait dans ses propres capitales.

La leçon de cette guerre est aussi simple que dérangeante : l’Europe ne peut trouver une sécurité durable en cherchant à briser la Russie. Elle doit trouver le moyen de vivre avec elle — ou se condamner à des crises récurrentes, à des dommages économiques et à des souffrances évitables.

Sources et lectures complémentaires

1. Glenn Diesen et Douglas Macgregor, *La guerre en Ukraine touche-t-elle à sa fin ? L’Europe au bord du précipice*, entretien du 27 octobre 2026. https://youtu.be/7PV8-UDFtEM
2. Présidence de la République de Finlande, *Le président Stubb et le Premier ministre Støre se sont entretenus par téléphone avec le président Poutine*, 27 octobre 2026. https://www.presidentti.fi/en/president-stubb-and-prime-minister-store-held-a-phone-call-with-president-putin/
3. Gouvernement norvégien, *Le président Stubb et le Premier ministre Støre ont appelé le président Poutine*, 27 octobre 2026. https://www.regjeringen.no/en/whats-new/president-stubb-and-prime-minster-store-held-a-call-with-president-putin/id3183597/
4. RAND Corporation, *Mettre la Russie sous pression : rivaliser à partir d’une position avantageuse*, 2019. https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR3063.html
5. Département américain de la Défense, *Point de presse du secrétaire d’État Antony J. Blinken et du secrétaire à la Défense Lloyd J. Austin III*, 25 avril 2022. https://www.defense.gov/News/Transcripts/Transcript/Article/3009051/secretary-of-state-antony-j-blinken-and-secretary-of-defense-lloyd-j-austin-iii/
6. OTAN, *Déclaration du sommet de Bucarest*, 3 avril 2008. https://www.nato.int/en/about-us/official-texts-and-resources/official-texts/2008/04/03/bucharest-summit-declaration
7. OSCE, *Déclaration commémorative d’Astana : vers une communauté de sécurité*, 2010. https://www.osce.org/cio/74236

8. Assemblée générale des Nations unies, résolution ES-11/1, *Agression contre l'Ukraine*, 2 mars 2022. https://mandates.un.org/mandate/A/RES/ES-11/1
9. Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2026. https://www.imf.org/en/publications/weo/issues/2026/10/13/world-economic-outlook-october-2026
10. Commission européenne, *La sécurité énergétique de l'Union européenne expliquée*, 20 avril 2026. https://energy.ec.europa.eu/news/focus-eu-energy-security-explained-2026-04-20_en
11. Commission européenne, *Une énergie abordable*. https://energy.ec.europa.eu/strategy/affordable-energy_en
12. Office fédéral allemand de la statistique (Destatis), *Production des industries à forte consommation d'énergie*, mai 2026. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressemitteilungen/2026/05/PD26_N032_42.html
13. Gouvernement fédéral allemand, *Le chancelier Merz se rend à Kyiv*, octobre 2026. https://www.bundesregierung.de/breg-en/news/pc-merz-kyiv-2455692
14. OTAN, *Déclaration du sommet d'Ankara*, 8 juillet 2026. https://www.nato.int/en/about-us/official-texts-and-resources/official-texts/2026/07/08/the-ankara-summit-declaration
15. Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine, *Protection des civils en période de conflit armé — septembre 2026*. https://ukraine.ohchr.org/en/Protection-of-Civilians-in-Armed-Conflict-September-2026
16. Banque mondiale, *Mise à jour de l'évaluation des besoins de relèvement et de reconstruction de l'Ukraine*, 23 février 2026. https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2026/02/23/updated-ukraine-recovery-and-reconstruction-needs-assessment-released
17. Commission européenne, *La Commission verse 2,86 milliards d'euros à l'Ukraine*, 27 octobre 2026. https://defence-industry-space.ec.europa.eu/commission-disburses-eur286-billion-ukraine-drones-missiles-and-urgent-battlefield-needs-2026-10-27_en